



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
25 rue des Ailes  
ZA les Papillons  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 21/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MICHELIN**

12, rue Gustave Eiffel  
CS 90424  
37300 Joué-Lès-Tours

Références : 2025 / 34  
Code AIOT : 0010000702

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement MICHELIN implanté 12, rue Gustave Eiffel CS 90424 37300 Joué-lès-Tours. L'inspection a été annoncée le 09/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MICHELIN
- 12, rue Gustave Eiffel CS 90424 37300 Joué-lès-Tours
- Code AIOT : 0010000702
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Michelin exploite une installation de fabrication de membranes en caoutchouc sur son site de Joué-lès-Tours. Cet établissement emploie 170 salariés.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20589 du 6 juillet 2018.

Les rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont les suivantes :

2661-1.a : transformation de polymères, par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 200 t/j (autorisation) ;

2662-2 : stockage de polymères, le volume susceptible d'être stocké étant de 2 000 m<sup>3</sup> (autorisation) ;

2663-2.b : stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères, lesdits produits n'étant pas à l'état alvéolaire ou expansé, le volume susceptible d'être stocké étant de 5 000 m<sup>3</sup> (déclaration) ;

2910-A-2 : installation de combustion (gaz naturel), la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion étant de 17 MW (déclaration avec contrôle périodique) ;

2921-b : refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, la puissance thermique évacuée maximale étant de 1 600 kW (déclaration avec contrôle périodique) ;

2925-1 : atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant de 600 kW (déclaration).

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV
- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
3	Justificatifs des filières d'élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 5.1.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
8	Surveillance complémentaire des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 1.1.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
10	Conditions des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 3.2.3	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	(chaudières)				

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Bordereau de suivi de déchets électronique	Code de l'environnement du 17/10/2024, article R. 541-45 I	/	Sans objet
4	Transport transfrontalier de déchets (intra Union européenne)	Règlement européen du 14/06/2006, article 18	Susceptible de suites	Sans objet
5	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Sprinklage – bâtiment 21	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.3.1.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
7	VLE – rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.3.9.1	Susceptible de suites	Sans objet
9	Rejets atmosphériques collectés/évacués (chaudières)	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 3.2.1	/	Sans objet
11	VLE de concentration dans les rejets atmosphériques (chaudières)	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 3.2.4	/	Sans objet
12	VLE des flux de polluants rejetés (chaudières)	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 3.2.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Fréquence d'autosurveillance des rejets atmosphériques (chaudières)	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 9.2.1.1.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits lors de cette inspection sont repris au sein des tableaux ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Registre des déchets sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des suites des inspections précédentes
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 19/09/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...]</li> <li>;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> </ul>

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].

#### Constats :

Les erreurs et approximations des renseignements versés au registre de gestion des déchets constatées lors de la précédente inspection réalisée le 19 septembre 2023 ont globalement été prises en compte.

Néanmoins, l'examen du registre de gestion des déchets fait lors de cette nouvelle inspection a conduit à observer l'absence d'enregistrement systématique de la quantité estimée et de la quantité réelle des déchets concernés, ainsi que de la date d'élimination finale des déchets concernés.

**=> Le registre de gestion des déchets est incomplet (quantité estimée, quantité réelle, date d'élimination finale)**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 2 : Bordereau de suivi de déchets électronique

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 17/10/2024, article R. 541-45 I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bordereau de suivi de déchets électronique

#### Prescription contrôlée :

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un

tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

**Constats :**

Le bordereau du 22 février 2024 n° 20240219-DK6SJ96KH concernant un enlèvement de 27 kg d'acétone utilisé au sein du laboratoire lors de tests d'élasticité a été examiné. Le code déchet est correctement renseigné (14 06 03\*). La prise en charge a été effectuée par la société CHIMIREC en vue d'une élimination de type R2 (régénération de solvants) par la société ARF. Ce bordereau a été établi via trackdéchets.

**=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Justificatifs des filières d'élimination des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 5.1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Justificatifs des filières d'élimination des déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières d'élimination ou de valorisation propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.

**Constats :**

Lors de la précédente inspection réalisée le 17 janvier 2023, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'ensemble des justificatifs des prestataires intervenant dans la chaîne d'élimination des déchets.

Il a été demandé à l'exploitant de présenter le justificatifs des autorisations des prestataires intervenus dans l'élimination de l'acétone objet du bordereau examiné comme évoqué au point de contrôle précédent.

Si l'exploitant a été en mesure de présenter le récépissé de transport de la société CHIMIREC (récépissé n° 86-1998004 valide jusqu'au 17 avril 2028), les justificatifs de l'autorisation de la société ARF intervenue lors de l'étape d'élimination n'a pas été présenté.

**=> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'ensemble des autorisations des prestataires intervenant dans la chaîne d'élimination des déchets issus de son établissement.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Transport transfrontalier de déchets (intra Union européenne)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 14/06/2006, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des suites des inspections précédentes
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le document figurant à l'annexe VII est signé par la personne qui organise le transfert avant que le transfert n'ait lieu et est signé par l'installation de valorisation ou le laboratoire et le destinataire au moment de la réception des déchets en question. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site MICHELIN de Joué-lès-Tours travaille la gomme avant d'assurer ensuite la mise en place de fils métalliques ou de fils textiles entre deux couches gommées, contribuant, in fine, à la confection de pneumatiques (étape réalisée sur d'autres sites du groupe).</p> <p>Les déchets de gomme, dénommés en interne H29 et H30 (constitués de membranes de cuisson, nappes textiles et autres sous-produits), font l'objet de transfert transfrontalier de déchets.</p> <p>En 2024, ces transferts de gomme ont notamment représenté l'expédition de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 19 tonnes vers la société CENTERGOMA située en Italie,</li> <li>- 207 tonnes vers la société CAMSO située au Sri Lanka,</li> <li>- 98 tonnes vers la société ARCELOR MITAL située au Luxembourg,</li> <li>- 71 tonnes vers la société SIMONIS située en Belgique.</li> </ul> <p>La société peut également effectuer le transfert de déchets transfrontalier vers la société SENTERFLEX située en République Tchèque et la société CUBRI située aux Pays-Bas, bien qu'aucun transfert vers ces sociétés n'ait eu lieu en 2024.</p> <p>Ces déchets sont expédiés et pris en charge sous le code 07 02 99 de la nomenclature déchets (déchets non spécifiés ailleurs) et le code Bâle correspondant selon l'annexe de la décision 2000/532/CE dans sa version issue de la décision n° 2014/955/UE de la commission du 18 décembre 2014.</p> <p>Le règlement (CE) n° 1013/2006 du 14/06/06 tel que modifié précise les interdictions ou les procédures à appliquer sur la base des réponses transmises par les pays.</p> <p>Contrairement à l'inspection précédente réalisée le 19 septembre 2023, l'annexe VII présentant les informations accompagnant les transferts transfrontaliers de déchets visés à l'article 3, paragraphes 2 et 4 de ce règlement, a été présentée systématiquement pour les transferts</p>



examinés. Cette dernière s'est par ailleurs avérée complète.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 5 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites des inspections précédentes

##### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 17/01/2024

##### Prescription contrôlée :

[...] Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]

##### Constats :

La dernière vérification des installations électriques a été réalisée par la société DEKRA du 7 février au 8 avril 2024, permettant de détecter au total 60 anomalies. Les certificats Q18 délivrés consécutivement le 25 avril 2024 pour chacun des 12 bâtiments de l'établissement ont mis en évidence 8 anomalies générant un risque d'incendie ou d'explosion. Toutes ont été levées par l'intervention de la société INEO courant mai 2024.

L'exploitant a par ailleurs fait réaliser, du 15 au 23 février 2024 et par l'intermédiaire de la société DEKRA, un examen thermographique des installations. 3 anomalies ont été relevées à cette occasion. Toutes ont été corrigées au 6 mars 2024.

La majeure partie des autres anomalies ont également fait l'objet d'actions correctives par l'intervention de la société INEO.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 6 : Sprinklage – bâtiment 21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.3.1.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites des inspections précédentes

##### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments [...] sont équipés d'un système d'extinction automatique dont les caractéristiques minimales sont les suivantes :</p> <p>[...] Bât 21 - Atelier OCA : [...] Température de déclenchement : 68°C [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bâtiment n° 21 est équipé d'un système de sprinklage. Néanmoins, la température de déclenchement des capteurs est réglée à 93 ° C et non à 68 ° C comme le prévoient les dispositions de l'article 7.3.1.1.1 mentionné ci-dessus.</p> <p>L'exploitant a précisé que le choix fait en interne se base sur les règles NFPA, références en terme de suivi par les assureurs de l'établissement par rapport à la nature des activités exercées. Il a également précisé que de par la configuration de l'atelier au sein du bâtiment n° 21, les machines de production, en particulier dans les zones de cuisson et d'étuvage, libèrent des vapeurs chaudes dont les calories peuvent s'accumuler en partie haute du bâtiment engendrant potentiellement un dépassement de la température de déclenchement attendue de 68 °C en plafond, surtout en période estivale.</p> <p>L'exploitant a transmis au préfet d'Indre-et-Loire, par courrier du 21/01/2021, un porter à connaissance sollicitant notamment la modification de la température de déclenchement du sprinklage du bâtiment 21 de son établissement.</p> <p><b>=&gt; La température de déclenchement du système de sprinklage est réglée à 93°C au lieu de 68°C. La prescription est néanmoins a priori inadaptée. L'examen du porter à connaissance transmis par l'exploitant permettra de statuer sur ce point.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : VLE – rejets aqueux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.3.9.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Action nationale : sécheresse</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] - MES : concentration moyenne journalière : 30 mg/l ; flux maximal journalier 1 kg/j ;</p> <p>- DCO : concentration moyenne journalière : 150 mg/l ; flux maximal journalier 2 kg/j ;</p> <p>- DBO5 : concentration moyenne journalière : 100 mg/l ; flux maximal journalier 0,5 kg/j ;</p> <p>- Azote global : concentration moyenne journalière : 30 mg/l ; flux maximal journalier 0,2 kg/j ;</p> <p>- Phosphore total : concentration moyenne journalière : 10 mg/l ; flux maximal journalier 0,05 kg/j ;</p> <p>- Hydrocarbure totaux : concentration moyenne journalière : 10 mg/l ; flux maximal journalier 0,02 kg/j ;</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que les campagnes d'analyses des eaux rejetées susceptibles d'être polluées se font normalement à une fréquence trimestrielle, sur 24 heures, par le laboratoire INNOVALYS, accrédité COFRAC. La dernière campagne d'analyses a notamment été réalisée le 6 septembre 2024. Les précédentes analyses ont été réalisées en avril, mai, et juillet. L'exploitant a indiqué qu'une dernière campagne d'analyse sera réalisé sur le dernier trimestre de l'année, portant exceptionnellement le nombre de campagnes d'analyses à 5 sur l'année 2024. Les résultats présentés au sein des rapports présentés ne présentent aucun dépassements, ni en concentration, ni en flux, pour l'ensemble des paramètres concernés : MES, DCO, DBO5, Azote global, Phosphore total, Hydrocarbure totaux.</p> <p><b>=&gt; Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Surveillance complémentaire des eaux rejetées**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 1.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Action nationale : sécheresse</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>- Substance : MES, DCO, Zinc, azote global, Nonylphenols, Tert-octylphénols ;</p> <p>- périodicité : 4 analyses minimum par an ;</p> <p>- durée de chaque prélèvement : 24h représentatives du fonctionnement de l'installation ;</p> <p>- limite de quantification à atteindre par le laboratoire : [respectivement] 2 mg/l, 30 mg/l, 10 µg/l, 0,05 µg/l, 0,1 µg/l.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les paramètres complémentaires mentionnés à l'article 1.1.2 de l'arrêté du 06/07/2018 sont mesurés au travers des mêmes campagnes d'analyses du point de contrôle précédent, soit trimestriellement, par la laboratoire INNOVALYS. L'analyse des phénols est en revanche sous-traitée au laboratoire IANESCO. Aucun des paramètres concernées ne fait l'objet de dépassement des valeurs limites d'émission, ni en concentration, ni en flux.</p> <p>En revanche, si les limites de quantification des paramètres MES, DCO, zinc, azote global et tert-octylphénols sont inférieures ou égales aux limites de quantification maximales prescrites, la limite de quantification du paramètre nonylphenols (0,1 µg/l) est, elle, supérieure (limite de quantification prescrite : 0,05 µg/l).</p> <p><b>=&gt; La limite de quantification du paramètre nonylphénols (0,1 µg/l) est supérieure à la limite de quantification prescrite (0,05 µg/l).</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 9 : Rejets atmosphériques collectés/évacués (chaudières)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques collectés/évacués (chaudières)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]  Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.</p> <p>[...]  Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils. longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.  Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.  Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement comporte deux chaudières fonctionnant au gaz, l'une usuelle, l'autre de secours. Les rejets à l'atmosphère issus de ces équipements sont collectés et évacués par l'intermédiaire de cheminées.  Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques sont aménagés (plate-forme de mesure, orifices, ...) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère et aisément accessibles.  Ces équipements font l'objet d'un entretien approfondi tous les deux ans par la société BABCOCK WANSON. Le rendement du processus de combustion de la chaudière principale fait également l'objet d'un réglage tous les trimestres alors que le rendement du processus de combustion de la chaudière de secours se fait tous les semestres.  Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre consulté le jour de l'inspection.</p> <p><b>=&gt; Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</b></p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conditions des rejets atmosphériques (chaudières)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions des rejets atmosphériques (chaudières)

Prescription contrôlée :

	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	V i t e s s e m i n i m a l e d'éjection en m/s
Conduit n° 1	11,3	0,8	8786	5
Conduit n° 2	11,3	0,8	9884	6

Constats :

La chaudière principale et la chaudière de secours ont fait l'objet d'une campagne de mesures de rejets atmosphériques le 30 novembre 2023. Cette dernière a été réalisée par l'APAVE. Les vitesses d'éjection observées à cette occasion ont été respectivement de 8,3 m/s et 16,7 m/s, ces valeurs étant supérieures aux vitesses minimales d'éjection attendues.

En revanche, le flux émis d'oxyde d'azote de la chaudière principale n'étant pas conforme, une seconde analyse a été réalisée le 9 avril 2024, après travaux d'entretien. A cette occasion, la vitesse d'éjection (3,5 m/s) s'est avérée inférieure à la limite d'éjection minimale (5 m/s).

=> Lors de la dernière campagne de mesures des rejets atmosphériques de la chaudière principale, la vitesse d'éjection s'est avérée inférieure à la vitesse minimale d'éjection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : VLE de concentration dans les rejets atmosphériques (chaudières)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, VLE de concentration dans les rejets atmosphériques (chaudières)

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration,

les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs);
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n° 1	Conduit n° 2
Concentration en O <sub>2</sub> ou CO <sub>2</sub> de référence	3,00 %	3,00 %
Poussières, y compris particules fines	5 mg/m <sup>3</sup>	5 mg/m <sup>3</sup>
SO <sub>2</sub>	35 mg/m <sup>3</sup>	35 mg/m <sup>3</sup>
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	100 mg/m <sup>3</sup>	225 mg/m <sup>3</sup>

#### Constats :

La chaudière principale et la chaudière de secours ont fait l'objet d'une campagne de mesures de rejets atmosphériques le 30 novembre 2023. Cette dernière a été réalisée par l'APAVE. Une nouvelle campagne de mesures a été réalisée le 9 avril 2024 concernant la chaudière de principale (intervention APAVE). Aucun dépassement des valeurs limites d'émission en concentration n'a été observé au travers des opérations.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 12 : VLE des flux de polluants rejetés (chaudières)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des flux de polluants rejetés (chaudières)

#### Prescription contrôlée :

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

	Conduit n° 1	Conduit n° 2
Flux	Kg/h	Kg/h
Poussières, y compris particules fines	0,044	0,05

SO2	0,308	0,346
NOx en équivalent NO2	0,5	2,23

#### Constats :

La chaudière principale et la chaudière de secours ont fait l'objet d'une campagne de mesures de rejets atmosphériques le 30 novembre 2023. Cette dernière a été réalisée par l'APAVE. Le flux d'oxyde d'azote de la chaudière principale s'est révélé non conforme à la valeur limite d'émission. De ce fait, une nouvelle campagne de mesures a été réalisée le 9 avril 2024 concernant cette chaudière, après travaux d'entretien (intervention APAVE). L'ensemble des valeurs limites de flux a alors été respecté.

**=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 13 : Fréquence d'autosurveillance des rejets atmosphériques (chaudières)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 9.2.1.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fréquence d'autosurveillance des rejets atmosphériques (chaudières)

#### Prescription contrôlée :

La fréquence d'autosurveillance des émissions atmosphériques est biennale.

#### Constats :

La chaudière principale et la chaudière de secours ont fait l'objet d'une campagne de mesures de rejets atmosphériques le 30 novembre 2023. Cette dernière a été réalisée par l'APAVE. Une nouvelle campagne de mesures a été réalisée le 9 avril 2024 concernant la chaudière de principale (intervention APAVE). La fréquence de mesures biennale des rejets atmosphériques est respectée.

**=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite